

particuliers, l'impôt sur le revenu des sociétés et la taxe fédérale de vente, alors que cette question est primordiale pour assurer le principe d'équité.

Il faut aussi, au nom de l'équité, que le fardeau fiscal imposé aux petites et aux moyennes entreprises soit inférieur à celui imposé aux grandes entreprises. En l'état actuel des choses, les avantages fiscaux dont le but est de créer des emplois sont monopolisés par les grandes entreprises, tandis que les petites et moyennes entreprises paient davantage d'impôt alors qu'elles créent la grande majorité des nouveaux emplois.

B) L'efficience

L'objectif d'efficience devrait lui aussi être à la base d'une véritable réforme fiscale. Les concessions accordées par le régime fiscal sous forme de déductions et de dégrèvements spéciaux constituent un énorme «budget caché» qui encourage une vaste gamme d'objectifs importants tels que l'investissement, l'épargne et certains secteurs de la consommation.

Il est généralement admis que bon nombre (sinon la plupart) des dépenses fiscales qui existent dans le régime de l'impôt sur le revenu des particuliers et dans celui de l'impôt sur le revenu des sociétés sont des moyens inefficaces d'atteindre des buts avoués, et le Livre blanc le reconnaît en proposant d'élargir dans une proportion importante l'assiette fiscale en éliminant ou en réduisant des stimulants fiscaux spécifiques. Cependant, l'objectif de l'efficience économique a été sacrifié à cause de la décision de M. Wilson d'abaisser les taux d'imposition des sociétés et des particuliers pour compenser, à peu près dollar pour dollar, la réduction d'allègements et de stimulants spéciaux. L'effet du régime sur différents secteurs de l'économie en est quelque peu plus neutralisé, mais la question de savoir comment encourager plus efficacement l'investissement et la croissance en appliquant certaines mesures fiscales à des secteurs spécifiques (par exemple, les petites et moyennes entreprises, les industries dans les régions faibles) a à peine été abordée par le Livre blanc ou par le Comité.

Une plus grande distribution des dépenses fiscales encouragerait plus efficacement, à notre avis, des objectifs économiques clés tels que la création d'emplois et le développement économique régional. En outre, dans de nombreuses circonstances, les dépenses directes du gouvernement sont un moyen plus efficace et moins coûteux d'atteindre les objectifs économiques nationaux.

C) La responsabilité financière

La responsabilité financière n'a pas été sérieusement abordée par le gouvernement ni par le Comité. Des dizaines de milliards de dollars sont dépensés chaque année par l'intermédiaire du régime fiscal, mais nous manquons toujours de mécanismes formels suffisants pour permettre au Parlement, au public et au gouvernement de passer en revue et d'examiner ces mesures. Le Groupe de travail Neilsen a examiné intensivement les programmes de dépenses publiques, mais seulement 3,5 pour 100 des 6 500 pages du rapport étaient consacrées à l'analyse des 30 milliards de dollars de dépenses fiscales, et aucune nouvelle mesure n'a été prise pour que davantage de comptes soient rendus à propos de cette forme de dépenses.